

Article proposé pour les Carnets du paysage consacré à l'écologie .

Version définitive , 26 août 2009

L'alternative ambiante

Sommaire

- I – L'avènement de l'écologie
- II – Comment se débarrasser de l'écologie
- III – Le green business
- IV – La conscience planétaire
- V – Stratégies de la peur
- VI – L'alternative ambiante
- VII – L'abandon du projet cartésien
- VIII- Résistance : l'hypothèse du glissement d'intérêt
- IX – La monnaie fondante
- X – L'Homme symbiotique

I – L'avènement de l'écologie

Haeckel en 1866 eut « l'idée et le privilège de donner son nom à l'ensemble organisé des connaissances relatives aux *liens* qui unissent les organismes vivants et leur milieu de vie, en d'autres termes l'écologie. » (1)

Un tel champ d'étude –s'occuper de ce qui se situe « entre » et non seulement de ce qui est- survient dans la suite logique des constats éclairants de Lamarck et de Darwin (2) faisant lien entre les êtres dans un processus de filiation et de transformation au cours du temps : l'Evolution. Haeckel parle du lien *en l'instant*, il aborde la question des échanges entre les êtres et les milieux en situation d'actualité et , sans en faire état nommément, dévoile *l'économie de la Nature*.

La combinaison Lamarck-Darwin-Haeckel crée un choc que la civilisation planétaire dominante, frappée de monothéisme et de certitudes, ne parvient pas à intégrer. De toutes ses forces elle tente de rejeter dans l'ombre le spectre de l'*Evolution* si contraire aux cosmogonies admises selon lesquelles un dieu omnipotent conçoit et règle l'univers. De toutes ses forces elle tente d'écarter l'humanité souffrante d'une impulsion diabolique : se rapprocher de la Nature. Le principe de sur-nature, inhérente à l'homme selon elle depuis son apparition sur

Terre, traverse les textes sacrés et, par une série de performances technologiques et de convictions toujours plus tenaces, tient l'Homme à distance de son environnement. Isabelle Stengers situe la création du mot *nature* dans la Grèce antique, à une époque où les observateurs de l'environnement désireux de soustraire ce territoire au domaine des dieux et de la superstition, tentent d'y instruire et d'y développer une science objective. Augustin Berque assure que cette « mise à distance » se creuse et s'accroît avec le déploiement technologique –microscopes, longues vues, outils et machines- placé entre l'Homme et son milieu comme un moyen d'intercession mais aussi comme un écran.

Au moment où la notion d'écologie se répand et fait l'objet d'enseignement scientifique –vers le milieu du XXème siècle- le sentiment de dominer la Nature, assurer la production vivrière, nourrir la population et en finir avec la misère est à son apogée. Au sortir de la seconde guerre mondiale un déploiement publicitaire de produits issus de l'industrie chimique et du machinisme agricole assure la population médusée d'un avenir riant car tout, enfin, est maîtrisé. (3)

L'écologie naissante se trouve en opposition directe avec la pensée dominante qui, elle, continue de voir la planète comme un terrain d'exploitation performant, illimité, inépuisable. Le monde scientifique, attelé aux observations méthodiques des écosystèmes, découvre leur fragilité et, propose dans l'indifférence générale, la notion de *finitude écologique*. Cette pensée, révolutionnaire et traumatisante, place l'humanité au devant d'une responsabilité nouvelle : se porter garante de la vie sur la planète (4). L'exploitation du territoire modifie la qualité des milieux. On sait que tout fonctionne au sein d'un système clos : recyclage permanent de la biomasse, de l'eau et de tous les éléments agrégés sous des formes classiques ou nouvelles. En dépit de ce savoir affirmant à la fois la performance et la fragilité des écosystèmes, la gestion du territoire transforme qualitativement les milieux au point de les rendre stériles, improductifs ou toxiques. L'effondrement du nombre d'espèces représentatives de la *diversité biologique* ajoute à l'inquiétude générale. Le *jardin planétaire*, espace clos, demande en urgence à changer de jardinier (5). Quelques voix s'élèvent pour argumenter sur la nécessité d'un tel changement. Les slogans de 68, les discours de René Dumont en 1974 ne parviendront pas à infléchir le cours d'une mécanique trop bien engagée. Le productivisme, le consumérisme, tous deux assis sur la Bible, déploient un arsenal de séduction et de propagande : il faut chasser l'écologie des esprits infiltrés par la science inconsciente et sectaire, la Bourse en dépend. Et pour certains, on le sait, la Bourse signifie la vie. Là aussi il y a urgence. Qu'un concept parvienne à ébranler à la fois les croyances et l'économie ambiante cela ne saurait se tolérer. A considérer le phénomène « écologie » avec distance on mesure combien il ne peut s'agir d'une simple production –quasi logique- de la pensée scientifique mais bien plutôt d'une pensée bouleversante dans l'histoire du rapport de l'Homme à la Nature, dans l'histoire humaine tout simplement. Il constitue en soi un *avènement* dont les sociétés commencent à peine à mesurer l'importance et la profondeur.

II – Comment se débarrasser de l'écologie

Cette importance et cette profondeur –utiles à la création d'un véritable projet politique- n'ont pas échappé à certains observateurs, à certains détracteurs. Pour sauver le marché consumériste il faut anéantir la pensée écologiste. Deux campagnes d'influence oeuvrent dans cette direction sans parvenir complètement à annihiler le sentiment d'une urgence écologique. Sentiment partagé dans l'impuissance par une humanité contemplative de son propre désastre. La première consiste à ériger l'écologiste en ayatollah en se référant à la *deep ecology* (écologie radicale) qui prône la rigueur. Luc Ferry y verra une dérive puriste fascisante, insistant sur le fait que le mouvement écologiste né en Allemagne, n'a pas été

combattu par Hitler, au contraire. La seconde, plus habituelle, consiste à tourner l'écologiste en être inconséquent, ridicule, incapable d'aborder les réalités économiques et sociales.

Seule la troisième campagne –en pleine action à l'heure où j'écris- se rend maître du projet d'éradication de l'écologie en tant que processus gestionnaire de la planète. Après avoir été tournée en ridicule, assimilée à un délire de poètes infantiles ou à celui de dangereux sectaires, l'écologie –que l'on pourrait croire enfin sortie d'un long isolement- subit l'ultime assaut de ses détracteurs : la récupération.

Comment se débarrasser d'une vérité gênante, intrusive et récurrente, contraire à toutes les options de la croissance ? Peut-on, par ailleurs, contredire les constats de la science, maintes fois vérifiés –sur le réchauffement planétaire, la perte de diversité ou tout autre bilan relevant de la seule observation- sans se discréditer et perdre la face ? Comment faire taire le discours de l'opposant au système productiviste supposé régler tous les problèmes de l'humanité sinon en l'absorbant dans le système lui-même pour le faire disparaître à tout jamais ?

Puisque le discours de l'écologie devient incontournable, la stratégie consiste à mettre au point des alternatives aux propositions altermondialistes : éviter par tous les moyens la moindre perspective de décroissance. On dresse alors le vocabulaire de la récupération : tout se fera désormais au nom du *développement durable* c'est-à-dire du développement. Les économistes y travaillent sérieusement (6). La principale issue du sommet de Kyoto, la plus admise dans tous les camps, la plus folle et la plus perverse pour quiconque se tient au courant des mécaniques boursières, prend le nom de *droit à polluer*. Polluer n'est pas un problème puisque le fait même de polluer rapporte de l'argent. Les entreprises dont la production de gaz à effet de serre (pour ne prendre qu'un seul composant de la pollution) atteint un seuil –fixé par qui ?- achète à une entreprise créditrice en droits à polluer un quota compensatoire lui permettant de continuer à polluer. Le mouvement des droits, transformé en valeur boursière, impose un volume des transactions important pour être lucratif. Lors d'une année où la consommation de produits entraînant des gaz à effet de serre diminue, les actions du droit à polluer chutent. Le processus montre comment une taxe destinée à limiter une pollution ne peut, en réalité qu'entretenir sa dynamique. (7).

III - Le Green-business

A aucun moment il n'est question d'aborder sérieusement les problèmes posés par la détresse humaine au sein du « jardin planétaire » mais on fera tout pour le laisser croire. D'abord communiquer. La première action des partisans du développement durable consiste en un dispositif de communication. Des mots et des images. Des images surtout. Faire le constat esthétisant d'une planète défaite –photos merveilleuses et tragiques, vues du ciel ou d'ailleurs- faire des livres, des discours, afficher les bonnes intentions, changer le climat, on trouvera les moyens. La technologie du XXIème siècle se place sous le signe du développement durable. Le Grenelle de l'Environnement – dont le versant positif consiste à faire prendre conscience *officiellement* des problèmes écologiques - participe du dispositif de brouillage en plaçant en exergue de minuscules actions environnementales : isoler les maisons, trier les déchets, économiser l'eau. Gestes citoyens utiles et chargés d'évidence que tout passager de la Terre se doit d'accomplir faute de quoi il se rend responsable du pire. Il est alors possible de développer en toute tranquillité les immenses entreprises de pollution, de destruction des paysages et des sociétés humaines sur la planète. Toute l'énergie se concentre sur l'industrie automobile, le développement autoroutier, la culture massive d'agro-

carburants, l'épandage toujours plus important de pesticides et d'engrais, l'usage d'OGM, la relance du nucléaire, etc ...

Une seule règle préside à ce dispositif : « ça rapporte ou ça ne rapporte pas » ? Si « ça rapporte » il n'y a pas d'inconvénient à ce que la solution choisie mène des millions d'humains à la misère ou à la mort puisque « ça rapporte ». Dans l'hypothèse inverse la solution ne mérite pas que l'on s'y attarde même si elle peut améliorer ou sauver des vies humaines.

Voici enfin l'écologie muselée, satisfaite, asservie au marché. La voici rentrée dans la mécanique libérale par sa propre marchandisation. Elle en sortira lavée, filtrée, vidée de ses intentions précautionneuses et détestables, on en fera une machine propre et rodée à la marche des affaires. Tel est le projet d'un cartel capitaliste organisant le saccage de la planète avec une violence inégalée dans l'histoire de l'humanité. Dans le « sixième cercle » de l'« Insurrection qui vient », le Comité Invisible dresse un profil cinglant de ce nouvel objet économique : « L'écologie n'est pas seulement la logique de l'économie totale, c'est aussi la nouvelle morale du Capital. L'état de crise interne du système et la rigueur de la sélection en cours sont tels qu'il faut à nouveau un critère au nom duquel opérer de pareils tris. L'idée de vertu n'a jamais été, d'époque en époque, qu'une invention du vice (...). Traçabilité, transparence, certification, éco-taxes, excellence environnementale, police de l'eau laissent augurer de l'état d'exception écologique qui s'annonce. Tout est permis à un pouvoir qui s'autorise de la Nature, de la santé et du bien-être. (...) Ceux qui prétendent que l'autocontrôle généralisé nous épargnera d'avoir à subir une dictature environnementale mentent : l'un fera le lit de l'autre, et nous aurons les deux »(8)

La dictature environnementale dont parle le Collectif Invisible établit sa base sur le seul versant moralisateur de l'écologie. De ce versant le système fait une assise unique à partir de laquelle tout, en effet, lui est autorisé. Mais cette dictature promise possède par avance la fragilité des édifices indifférents à la complexité des matériaux, des êtres et des comportements : elle repose sur l'unique credo en une rentabilité des opérations dont dépend le diktat. Elle se trouve par conséquent soumise aux mêmes risques d'effondrement. On ne doit pas s'y tromper, il ne s'agit pas d'un diktat idéologique mais d'un diktat de l'argent maquillé en processus salvateur de l'humanité. Et, quoi qu'il en soit –l'écologie le prouve à tout instant au travers de sa complexité– aucun diktat, venu de la seule idéologie ou du seul matérialisme, ne convient au fonctionnement imprédictible des êtres vivants. Il faut se rendre à l'évidence : s'il existe une possibilité pour l'Homme de s'accommoder des complexités écologiques en vue d'assurer sa propre pérennité sur la planète, cela se fera dans les plus empiriques des expériences de terrain, au coup par coup, et non à partir d'un arsenal de textes policiers contradictoires et parfois dangereux issus de la pensée technocratique dirigeante (9).

Le Green-business n'est qu'un avatar logique du diktat de l'argent. Il oublie que l'argent n'est pas une valeur mais une contre-valeur. Rien de plus. L'accumulation des billets, des actions, obligations et autres virtualités promises au chancellement puis à l'effondrement règlera, par le seul fait de devenir un déchet sans usage, le sort de tout ce qui prétend s'intéresser à la vie en lui donnant un prix. Ce qu'abusivement le « Green-world » nomme « valeur » ne correspond à rien d'un point de vue écologique. La compatibilité entre écologie et finance n'est pas seulement illusoire, elle procède d'une manœuvre pathologique par laquelle l'humanité maintenue dans un schéma infantile résiste de toutes ses forces à rompre les liens avec le système qui, selon ses propres fantasmes, lui sert de protection et modèle sa pensée.

IV – La conscience planétaire

Les conflits d'intérêts n'ont cessé de marquer l'histoire des peuples et se sont toujours résolus par la victoire du plus habile, du plus fort, le plus souvent du plus barbare. L'ennemi, parfaitement identifié, se tient aux frontières du pays ou du quartier, il est l'autre, celui qui pense autrement, croit autre chose et, par cette seule distance culturelle, représente tous les dangers. L'obscurantisme entretenu par les stratèges du pouvoir maintient sur la planète un état de cloisonnement conventionnel et mouvant mais toujours à l'œuvre. La peur et la division facilitent la régie des peuples. Nos dirigeants usent et abusent de ces techniques au point de rendre suspecte la plus justifiée des mesures de sécurité.

Cependant, à l'insu des grands stratèges, une mécanique fédérative unit, chaque jour plus fortement, l'arabe et le juif, le poète et le banquier, le pauvre et le riche, subitement embarqués dans un seul et unique navire : la planète. Une conscience planétaire, née de la pensée écologiste, bouleverse le rapport des sociétés entre elles, des individus entre eux ; une forme de solidarité obligée et comme inhérente aux conditions de la vie sur Terre s'ancre dans les esprits, en parallèle et au-delà des conflits d'intérêts traditionnels. Chaque être déroule son devenir au sein d'un écosystème, chaque écosystème se trouve lié à un écosystème proche et celui-ci à la planète.

D'une façon brutale l'humanité découvre son ennemi commun, celui qui menace de façon unitaire et globale toutes les populations terriennes. Celui-ci ne porte pas le nom d'un peuple situé aux frontières d'un pays, dissimulé au sein des quartiers sous forme d'un terrorisme diffus ou bien placé aux limites de la stratosphère sur un quelconque vaisseau venu d'une autre galaxie, non. L'humanité découvre qu'en elle gît son ennemi : elle se suicide.

Ainsi, se regardant vivre, devient-elle morose. Le passé n'est pas glorieux, le futur n'existe pas. Réfugiée dans l'instant elle agit dans l'espace cybernétique en se déclarant solidairement émue par l'information instantanée et crue offerte en compassion par l'ensemble des médias. Mais ce faisant elle n'agit pas. Elle se rend passivement complice d'une dynamique à laquelle, lui semble-t-il, aucun projet censé ne paraît opposable. Elle a peur.

La conscience planétaire stupéfie l'humanité. Pendant que se dégradent les conditions de vie, la démographie augmente et là, perdue dans le brouillard de ses croyances, le marasme de son économie, face aux limites néanmoins constantes et bien arrêtées de son territoire, elle erre dans son jardin ne sachant par où commencer.

V – Stratégies de la peur

La stupeur profite à quelques uns, elle conditionne les autres dans l'attentisme. Elle fige les actions, décourage les esprits aventureux et cantonne l'entreprise aux seules mesures de la rentabilité. La précarisation systématique des populations actives place chaque individu face aux risques de perdre le peu qu'il détient et le détourne d'une action concertée dans la lutte ou la résistance. Ce processus, vaste laminoir, écrête les aspérités d'une société moutonnante où chacun doit être tondu selon les règles de l'exploitation maximum sans possible rébellion. Au sein des institutions de l'Etat –le service public, l'université- on cherche les économies quelles que soient les nécessités du service public, de l'enseignement ou de la recherche, au risque de nuire à la fois au service public, à l'enseignement et à la

recherche. On préfère le calme suivisme aux possibles débats, on invite les esprits téméraires à ne pas faire état de leurs idées, on craint la surveillance et l'évaluation de chacun par la machine officielle. Les écoles, les lycées spécialisés n'échappent pas à cette morbide timidité, eux qui devrait, au contraire, dresser, quels que soient les risques encourus, les pistes d'un projet (certaines sont des écoles dites de projet). Pire encore, ils s'alignent par avance sur les propositions iniques de la modification du Statut des Enseignants par le ministère de l'Enseignement Supérieur dont, pourtant, ils ne dépendent pas tous. Cette proposition, on le sait, vise à séparer l'enseignement de la recherche et induit le principe scandaleux qu'enseigner devient la punition du mauvais chercheur. Gérard Dessons, professeur de littérature française à l'université Paris 8 analyse la situation en des termes que l'on peut appliquer mot par mot à une école de projet : « Ce qu'une telle conception méconnaît, c'est qu'un enseignant-chercheur, s'il est un chercheur qui enseigne, n'enseigne pas n'importe quoi. Il enseigne ce qu'il cherche. Dissocier les deux activités revient à instrumentaliser l'enseignant, lui assigner une fonction strictement communicationnelle. L'universitaire convaincu de peu chercher, et condamné à enseigner, enseignerait quoi ? Quel objet de savoir ? Celui qu'un « vrai » chercheur aura élaboré à sa place ? C'est oublier qu'au-delà de l'objet de sa recherche, et fondamentalement, l'enseignant-chercheur enseigne une pratique. Il enseigne à « chercher », c'est-à-dire la manière, chaque fois spécifique, de questionner l'inconnu, voire de l'inventer. En cela le travail de l'enseignant-chercheur est un risque. Plus ou moins élevé, plus ou moins coûteux, mais un risque puisqu'en montrant que ce qu'il fait est lié à comment il le fait, il travaille en quelque sorte sans filet » (10).

Une école, une université, un laboratoire – tout autre lieu où s'active la pensée- qui renonce au risque de la pensée entame son déclin. Le cloisonnement, le principe généralisé d'évaluation, la stigmatisation du bon et du mauvais, la surveillance, participent d'une stratégie de la peur qui infiltre tous les champs et toutes les structures de la société, de l'entreprise à l'école, de l'exploitation agricole au monde de l'art.

La stratégie de la peur exprime assez bien le peu de confiance que la société s'accorde à elle-même. Elle signe là sa faiblesse et, pour donner le change, renforce ses lignes de front. Le terrain de l'écologie lui ouvre un boulevard. Prête à exploiter toutes les rumeurs catastrophistes, elle arrime son discours au désastre et fait du développement durable son idéal, sans envisager de modifier les bases institutionnelles de la catastrophe puisqu'elle lui doit sa propre existence. Ainsi le système s'alimente-t-il d'une perversion propre à son fonctionnement où la déroute appelle la répression, où l'espace de surveillance s'étend à l'ensemble du territoire.

On pourrait croire le cercle fermé, indéfiniment condamné à rejouer le même scénario, où les tentatives avortées d'échappements se concluent par les réparations dérisoires des fissures menaçant de partout le système. Il n'en est rien. Non seulement les observateurs de la société –économistes, scientifiques, philosophes- annoncent le proche effondrement de la structure dominante mais la société elle-même, de son côté, consciente d'un changement imminent, modifie sa vision du monde, dresse un vocabulaire d'attente, pose ses marques comme autant de questionnements, de façon diffuse et cependant réfléchie, sur les perspectives de vie à l'échelle planétaire.

Pendant que l'écologie radicale, arc-boutée à ses préceptes de rigueur, tente de résister, pendant que le Green-business s'organise pour récupérer le marché bio, une troisième voie, sans nom, et qu'ici j'appelle *l'alternative ambiante*, naît des rumeurs entremêlées - analyses contradictoires, bilans de catastrophe, prédictions hasardeuses - mais aussi de véritables constats, d'expériences et de recherches sérieuses.

Trop de voix s'élèvent par le monde pour que les esprits, hébétés d'infos et d'images, n'en viennent à considérer qu'un fond de réalité objective n'alimente le discours des écologistes. Même si le mécanisme complexe des échanges propres aux écosystèmes demeure largement ignoré, le sentiment d'une intime liaison du proche avec le lointain atteint les consciences et forge à l'insu de tous les gouvernements un réseau d'appartenance planétaire.

L'alternative ambiante regarde du côté de la décroissante sans y adhérer tout à fait, se détourne du Green-business jugé excessif et, plutôt que d'espérer un quelconque salut venant des élus de la République, se place dans l'expectative en interrogeant les incidences possibles de l'Effet Papillon. Les gestes que nous accomplissons ici ont une répercussion à l'autre bout du monde ; tout ce que nous envoyons en l'air nous retombe dessus, le vent pousse les nuages, la biosphère fonctionne comme un tambour de lessiveuse où tout se mêle dans l'eau de la mer, l'eau de l'air, l'eau de nos rivières, l'eau de nos corps. Oui, le jardin est planétaire, plus personne ne peut en douter mais tous ceux dont l'esprit alerté mesure les dimensions d'une si ample question se demandent comment devient-on jardinier dans ce jardin-là. Aucune réponse ne parvient formulée d'un bloc. L'humanité incrédule, tour à tour endormie par les médias et réveillée par la crise, tente de nouvelles pistes de vie en terrain inconnu. Tout est à inventer, tout semble nouveau. L'écologie énonce ses directives gestionnaires depuis quarante années mais ce n'est qu'en cette première décennie du siècle que l'on songe à les appliquer et à en formuler de nouvelles.

Sur le plan politique l'alternative ambiante opère un déclassement inattendu. Elle renvoie les droites et les gauches à un jeu de ping-pong infantile pour lequel il est hors de question qu'elle serve d'arbitre. A quoi servirait de donner un avis sur la meilleure manière de se développer puisque la question n'est pas le développement ? Là où les modèles traditionnels - tous partis confondus - continuent d'affronter leurs stratégies de la spéculation, l'alternative ambiante cherche des solutions immédiates dont chacun peut constater la matérialité et, dans certains cas, la valeur. Les AMAP (11) peuvent être regardées comme des exemples de réponses simples, locales et économiquement performantes aux questions d'approvisionnement en produits sains. Par son fonctionnement une AMAP illustre le principe des réseaux courts - production/distribution - qui diminue le coût écologique des produits de consommation (coût global). Elle fournit un ensemble alimentaire diversifié, en accord avec les saisons, imprévisible à l'avance, de haute qualité, à un prix abordable par tous. Elle s'inscrit dans un programme d'équilibre alimentaire, donc de santé. Elle constitue en soi une *valeur* bien repérée dans le discours écologique mais inexistante, puisque inchiffable dans le discours des puissances dirigeantes. Elle peut être également regardée comme l'emblème d'un système plus vaste où la grille des *valeurs nouvelles* - qualité des aliments, des substrats (air, eau, sol), des services publics, des modalités de partage des biens de production, etc - construisent un véritable *projet politique*.

Le constat d'Alain Lipietz : « L'économie mondiale produit trop pour trop de personnes insolubles, et produit mal en faisant trop pression sur la Terre »(12) résume la situation en pointant le caractère aberrant des systèmes de production actuels. Mais il alerte sur l'aspect éventuellement non démocratique de solutions apportées aux crises au cours de

l'Histoire et met en garde contre la montée en puissance de l'Etat profitant de la crise pour installer partout son pouvoir et sa police. De même il dénonce les dérives du « planisme », cette tentation technocratique des régimes autoritaires soutenue par le scientisme ambiant : la croyance toujours vivace d'une possible maîtrise de la Nature.

L'alternative ambiante mesure les dangers de la planification orientée par les vieux schémas de relance. Elle regarde avec distance les échanges de milliards d'euros, le lancement d'un emprunt d'Etat, la mise sous perfusion des banques et des industries ciblées – automobile, nucléaire, agrocarburants- le jeu de la Bourse mondialisée ; elle écoute avec distraction les radios martelant les bienfaits de telle assurance, le taux avantageux de tel placement, le miracle du rendement assuré .

De tout cela l'alternative ambiante se détourne. Elle n'est pas concernée.

Invité à donner des conférences, participer aux débats sur l'écologie, le paysage, la crise, sollicité par des établissements d'enseignement agricole, des écoles d'art, d'architecture, des universités, je parcours l'Europe et les autres continents. Les inquiétudes se rejoignent toutes sur un point d'évidence : comment faire vivre une population humaine croissante sur un territoire constant et fini, la planète ? Cette question, mille fois posée depuis un demi-siècle sans jamais trouver de réponse satisfaisante, conserve son actualité et se charge d'un pathos de résignation : on n'y arrivera pas.

VII – L'abandon du projet cartésien

En ce début de siècle le peuple de la Terre joue son avenir. Ou bien il invente un mode gestionnaire propre à ménager l'avenir, ou bien il fait semblant et se détruit.

On ne peut sous estimer l'effort à faire, non pour inventer une nouvelle économie - les spécialistes de la question s'y adonneront avec délectation- mais pour regarder le monde autrement. Il n'est pas question de technique mais de fondement culturel. Dire que l'avenir se joue désormais sur la base d'un nouveau paradigme n'est pas un jeu de l'esprit. Nous vivons une époque rare : elle sollicite en nous une capacité à nous redéfinir dans le cosmos, une remise en situation comme l'humanité n'en a probablement jamais connue. Il est vrai que cette humanité vient seulement de naître. Regardée à l'échelle des temps géologiques elle apparaît dans l'Histoire comme un avatar récent, une nano-seconde sur le calendrier. Elle ne sait pas encore où elle habite.

Pourtant la courte histoire de sa pensée a duré suffisamment pour produire de nombreuses cosmogonies, visions fantasques de créations du monde, toutes chargées d'invéraisemblances et de poésie. Si l'on cherche à situer l'écologie dans le registre des visions du monde on ne trouve de convergence qu'auprès des civilisations animistes où le respect de la nature doit tout à la superstition et non à la connaissance.

Tandis que l'animisme situe l'humain dans un rapport d'équivalence avec les autres êtres vivants, la « civilisation moderne » le tient à distance. Cette distance dont parlent Stengers, Berque ou Descola perdure au sein même du vocabulaire issu de la pensée écologiste, née en occident, territoire de maîtrise de la Nature. Le mot « environnement » utilisé pour désigner ce qui nous entoure suppose que l'humain n'appartient pas à cet ensemble, il se situe en deçà, au-dessus, ailleurs et non avec. Le Ministère de l'Environnement –ministère des alentours- voit le vivant et son paysage comme un ensemble

complexe soumis à l'analyse afin d'être mesurable, nullement comme l'espace de vie au sein duquel l'Homme, au même titre que tous les autres êtres vivants, se trouverait *immergé*. Ainsi perdue le vieux projet cartésien de maîtrise de la Nature. Ce sentiment, renforcé par le scientisme et la confiance absolue en une technologie performante, continue de placer l'Homme face à une Nature sauvage domesticable ou ennemie. Il sonde son propre pouvoir en estimant maîtriser le climat, la production d'oxyde de carbone, les gaz à effet de serre ; il forge un vocabulaire technique destiné à conserver sur toute chose une domination, comme si le droit de nommer donnait accès à la maîtrise. La décision du G8 en juillet 2009 à l'Aquila -réduire de moitié le bilan carbone en 2050 - s'accompagne d'une injonction risible : on ne tolérera pas un réchauffement supérieur à 2°C. En déclarant le G8 inapte à se prononcer sur l'état de la planète, Lula aurait pu ajouter que les huit pays les plus riches avaient atteint le seuil de suffisance au-delà duquel on ne les entend plus.

Pour parvenir à engager sérieusement une politique de survie de l'humanité sur Terre il faut , en effet, descendre d'un observatoire artificiellement dressé au-dessus de « la Nature » considéré comme territoire d'expérience, de maîtrise et de marché. Il faut *s'immerger*, s'accepter comme être de nature, réviser sa position dans l'univers, ne plus se placer au-dessus ou au centre mais *dedans et avec*.

Il n'y a pas de « catastrophe environnementale », écrit le Comité Invisible, « il y a cette catastrophe *qu'est l'environnement* » et d'ajouter : « Ce qui rend la crise désirable, c'est qu'en elle l'environnement cesse d'être l'environnement. Nous sommes acculés à renouer un contact, fut-il fatal, avec ce qui est là, à retrouver les rythmes de la réalité. Ce qui nous entoure n'est plus paysage, panorama, théâtre, mais bien ce qu'il nous donne d'habiter, avec quoi nous devons composer, et dont nous pouvons apprendre(...) »(13).

La condition de l'*immersion* –sans doute la plus difficile à atteindre tant elle suppose en nous de révisions culturelles et d'humilité réelle- doit s'accompagner de conditions matérielles et techniques pour que naisse le projet politique de survie de l'humanité sur la planète

Les conditions matérielles et techniques se trouvent à disposition. Au moins de façon virtuelle. Décider d'en user suppose un courage politique jusqu'à ce jour absent de toutes les directions d'Etat . Concernant l'Europe –vitrine d'un Occident capitaliste et libéral- les seules directives faisant mine de passer pour un projet de gestion des sociétés émanent de la puissance des lobbies regroupés à Bruxelles. L'agressivité lobbyiste se substitue au projet politique dont la société, en général, a un si urgent besoin.

D'un autre côté le Green-business ne se légitime qu'en rapport aux mécaniques boursières, par essence dépourvues d'éthique et de morale. Quelles que soient les volontés de régulation la Bourse accélère le processus de déséquilibre des richesses et de dégradation de l'environnement, donc des conditions de vie sur la planète (14). Ignorer l'humain fait partie inhérente du jeu en Bourse. Dans l'état actuel de la planète la Bourse apparaît comme une machine puissante et sans état d'âme , insensible aux destructions dont elle est responsable . Contrairement aux autres causes de désastres – pandémies , guerre – elle fonctionne en toute tranquillité au vu et au su de tous les humains. Par un aveuglement bien orchestré, les humains endormis n'y trouvent rien à redire. Ne donne-t-on pas l'état des cotations chaque heure à la radio, en même temps que la météo et les conseils d'assurance à la personne ? Qui imaginerait que les médias, régulièrement, avec la rigueur du pilonnage, se feraient les relais d'une machine à tuer ?

Faire taire les lobbies et la Bourse : voilà le travail d'une génération à venir pour qui la vie ne serait pas un jeu de hasard et de nécessités mais un arrangement avec la complexité élargie du vivant. Quel projet alors opposer dans l'immédiat à l'infamale combinaison Green-business/cotations ?

VIII – Résistance : l'hypothèse du glissement d'intérêt

La crise appelle la tyrannie, le fascisme, un durcissement du pouvoir qui satisfait les esprits réactionnaires : telle est la leçon de l'histoire. Nous y sommes. Il faut donc attendre le sommet imbécile de cette montée en puissance où l'Etat policier s'accompagne d'une droitisation de la société, pour voir chanceler l'ordre construit sur la peur et reprendre enfin le projet social. Le seul qui vaille : faire avancer l'humanité dans la compréhension d'elle-même au sein du vivant, et, ce faisant, tenter d'en améliorer les conditions.

Le projet nécessite une corrélation planétaire et demande du temps. Il ne peut entrer en fonction de façon brutale sans risquer une opposition violente de ceux qui, aujourd'hui, ont le pouvoir et les armes entre leurs mains. D'où la nécessaire *résistance*. Une régie nouvelle, diffuse et fragmentée partout dans le monde établit les bases du futur humain. La Résistance telle que je l'entends, concerne toutes les volontés d'agir selon un projet politique orienté par l'urgence écologique. Ou, du moins, selon l'idée que l'on peut se faire aujourd'hui d'un tel projet car, il faut s'y attendre, les connaissances en matière de comportement et d'échanges entre les êtres vivants vont évoluer et modifier en conséquence la façon d'utiliser, d'infléchir et de préserver les énergies biologiques.

La Résistance s'appuie sur *l'alternative ambiante* pour expérimenter les politiques nouvelles de gestion territoriales et sociétales. Elle fonde sa légitimité sur une *conscience planétaire* à partir de laquelle se définissent le Jardin Planétaire et le rôle du jardinier. Elle se détourne des stratégies de la peur en même temps qu'elle contourne la *green-business* pour développer un monde d'échange et de partage des richesses. Enfin elle abandonne progressivement le *projet cartésien de maîtrise* de la Nature pour inventorier les possibilités de *dialoguer* avec elle dans un processus où *l'immersion* au sein du vivant s'accompagne d'une véritable connaissance des êtres et d'une tolérance face aux inventions de la vie. Telle est l'hypothèse du *glissement d'intérêt* de notre société qui, selon moi, œuvre en silence dans le monde agité. On ne l'entend pas. Il n'a besoin que de volontés et d'intelligences heureuses.

Le glissement d'intérêt coïncide avec une re-définition des valeurs où la requalification des biens et des usages en même temps que leur mode d'accès et leur répartition se substituent à la seule accumulation au profit d'une minorité. Ce que certains nomment Bonheur Intérieur Brut (BIB) viendrait alors se substituer au PIB dont le calcul oriente les politiques actuelles.

Le glissement d'intérêt suppose lenteur et progressivité. Un travail de temps et de conscientisation des masses. En soi il représente l'issue raisonnable du drame que vivent les populations humaines. Il s'agit d'un mouvement de substitution et non de violence, la meilleure sortie de crise imaginable.

Le glissement d'intérêt n'est pas une hypothèse de hasard. Il fonctionne d'ores et déjà au sein des sociétés les plus éveillées. Mais le seul principe d'un mouvement *doux* comme issue du malaise profond dans lequel se trouve l'humanité constitue une hypothèse et

seulement cela. La pression accumulée des pouvoirs dirigeants, aveugles à l'humain et à ses souffrances, peut mener à une issue beaucoup plus rapide et dévastatrice, un conflit planétaire où l'écologie vraie et le green-business s'affrontent dans le pire.

Que l'issue de crise s'opère dans la douceur ou dans la violence le glissement d'intérêt accomplit son parcours par la force des choses : la société humaine, de façon progressive et lente, change de *modèle de convoitise*, telle est l'évolution.

Dans un ouvrage discutant de l'équilibre des richesses sur la planète, Hervé Kempf (15) insiste sur le point de vue de l'économiste Veblen. Au XIX^{ème} siècle, Veblen explique comment le modèle de convoitise entraîne l'économie et comment, à partir de cette dynamique, il est possible d'anticiper sur la production et le stockage des « consommables ». Il soutient qu'une classe sociale, quel que soit son niveau, convoite l'objet de consommation utilisé par la classe qui lui est immédiatement supérieure. En dépit de l'arasement des classes la répartition riches/pauvres, séparés par un fossé toujours plus grand, fonctionne aujourd'hui selon la même dynamique.

Changer de modèle de convoitise en opérant un glissement d'intérêt des produits matériels vers les produits immatériels –par exemple l'accroissement de la connaissance, la requalification des milieux, l'amélioration de la santé, etc. - permet d'envisager sérieusement une gestion planétaire écologique. Encore faut-il inventer une économie capable de faire fonctionner la société et ses échanges sur la base d'intérêts nouveaux, placés dans un champ de rentabilité inchiffrable, soustraits à la régie bancaire mais séjournant à tous les degrés de subjectivité dans l'espace mental des individus et des collectivités.

Cette économie nouvelle se place en rupture directe avec celle qui fait encore loi et qui, selon toute vraisemblance, durera jusqu'à la fin des régimes sécuritaires post-crise partout installés sur la planète.

Le glissement d'intérêt s'intéresse à ce qui viendra après. Néanmoins les déplacements de convoitise ont déjà lieu, l'essor du marché bio en est la preuve. Le green-business transforme cette preuve en certitude de marché. Cependant tout n'est pas vendable ; le gain de qualité de vie, le rire et l'amitié, la chaleur humaine et la dérision ne souffrent d'aucune cotation et s'en trouvent bien.

Dans une société orientée par un projet politique à la fois *écologiste* et *humaniste* quels en seraient les rouages et le fonctionnement ?

IX – La monnaie fondante

Si le discours de Veblen dénonce une logique humaine bien compréhensible il ne dit rien sur le principe d'acquisition du modèle de convoitise. Faut-il emprunter, que signifie l'endettement et, en conséquence, le prêt, le placement ... donc la spéculation ?

Le constat de l'économiste Bernard Lietaer (16) rejoint les propos des écologistes : on ne peut envisager une régie sérieuse des sociétés humaines qu'en regardant le *long terme*. Or, on le sait, toute l'économie d'aujourd'hui et, partant, toutes les décisions politiques, tout l'appareil législatif, fonctionnent sur des visées à court terme : « commençons par constater

qu'aujourd'hui, dit Bernard Lietaer, ce sont les entreprises qui déterminent ce que nous mangeons, comment nous nous habillons, nous nous déplaçons, nous vivons ; quelles énergies, quelles technologies nous utilisons, etc. Ce ne sont pas les gouvernements ou les citoyens qui prennent ces décisions. J'en conclus que tant que les entreprises seront programmées à réfléchir à court terme, nous nous dirigeons aveuglément vers des catastrophes en série. »

Lietaer suppose que les entreprises n'iront pas elles-mêmes vers ce mode gestionnaire, il affirme que les règlements resteront impuissants à proposer l'investissement à long terme mais, selon lui, seule une motivation financière peut engager la société vers la solution désirée.

La démonstration de Lietaer mérite d'être transmise in extenso :

«Supposons que nous vivons dans un monde où il n'existe que deux types d'investissement disponibles : un de court terme et un de long terme. Par exemple, le premier pourrait être un investissement dans une plantation de pins, où la valeur de chaque pin serait de 100 euros après dix ans ; et le second dans une plantation de chênes qui valent 1000 euros après cent ans. Nous supposons également que toutes ces valeurs sont ajustées pour l'inflation, de façon que les chiffres restent comparables. Un investisseur rationnel devrait être indifférent entre ces deux types d'investissements : il pourrait en effet couper ses pins tous les dix ans et obtenir 1000 euros après 100 ans, le même résultat financier qu'avec la plantation de chênes.

Maintenant, introduisons le facteur monétaire. Supposons que nous utilisons une monnaie conventionnelle (l'euro, le dollar, etc.) avec par exemple un taux d'intérêt de 5%. La valeur d'un pin de 10 ans dans 10 ans vaut, escompté à aujourd'hui, 61,39 euros. En effet, si je place aujourd'hui 61,39 euros pendant 10 ans avec un taux d'intérêt de 5%, j'obtiendrai exactement 100 euros. Cependant, par le même calcul rationnel, notre chêne d'une valeur de 1000 euros dans 100 ans escomptés aujourd'hui ne vaut que 7,60 euros. Dans toute société qui utilise une monnaie conventionnelle avec un taux d'intérêt positif, on finira par couper les chênes pour ne planter que des pins. Cette métaphore illustre parfaitement comment le système monétaire conventionnel programme automatiquement vers le court terme toutes les décisions à base financière. »

Lietaer propose alors d'utiliser une monnaie nouvelle, dite *complémentaire*, avec «*demeurage* », c'est-à-dire avec un taux d'intérêt négatif assimilable à un coût de parking. En supposant un taux de *demeurage* de 5% par an le pin, escompté à aujourd'hui, prend une valeur de 167 euros tandis que le chêne, selon le même escompte, vaut 168 000 euros. Quiconque fait ce calcul investit dans le long terme.

La démonstration situe le procédé au cours de l'Histoire. La puissance de l'Égypte et le temps des cathédrales coïncident avec des périodes de monnaie à intérêt négatif ; le concept de «*demeurage* » naît en France avec les premiers chemins de fer. Les compagnies se faisant payer pour les wagons restant inutilisés sur voie (parking). Mais la technique remonte au système monétaire de la Vallée du Nil. Un fermier ayant produit au-delà de son usage déposait le surplus au temple local. Un scribe inscrivait le dépôt (dix sacs de blé, par exemple). Si le fermier désirait reprendre son bien au bout d'un an on lui rendait neuf sacs, le dixième servant à payer les gardiens (*demeurage* ou parking). Au cas contraire il pouvait utiliser comme monnaie la valeur escomptée des dix sacs figurant sur un document nommé

« ostrakon ». Bernard Lietaer propose « Terra » comme monnaie complémentaire planétaire à intérêt négatif.

Un tel dispositif incite à l'escompte et non à l'épargne. Il favorise le réinvestissement et non le stockage, il ne présente aucun avantage de placement –tout l'inverse des jeux boursiers- mais dynamise constamment l'économie.

Plusieurs monnaies complémentaires ont été inventées et mises en service dans de nombreux pays. Certaines fonctionnent sur le modèle du troc (échanges d'heures de services, SEL, SOL etc), aucune jusqu'à présent ne se substitue au système monétaire en vigueur. Sans doute est-il temps de réfléchir à ce qui, mécaniquement, conviendrait le mieux à une régie écologique de la planète. Quelle monnaie pour demain ne signifie pas quelle monnaie dominante (le dollar, l'euro, le yen, l'euro-yen !) mais plutôt quelle philosophie d'échange et de partage pour survivre sur la planète. De nombreuses tentatives d'échanges basées sur la gratuité, à l'image (partielle) de la sécurité sociale, montre bien comment ce type de transaction « place les uns et les autres sur un pied d'égalité »(17)

La proposition de Bernard Lietaer intéresse strictement le processus d'échange où les valeurs (blé) et contre-valeur (Ostrakon, Terra) induisent une gestion à long terme mettant, selon lui, l'économie à l'abri des crises. Si le raisonnement joue en faveur du mode de gestion écologique (en général) qui, lui, ne peut s'appuyer que sur le long terme, il ne permet pas pour autant de définir le projet politique à partir duquel il devient utile et nécessaire de recourir à la monnaie fondante.

Notons que Bernard Lietaer, à propos d'économie et de crise, nous parle de paysage. Une pinède à court terme, une chênaie à long terme.

X – L'Homme symbiotique

C'est donc bien une construction globale qu'il faut inventer : l'avènement de l'écologie dans l'histoire du rapport de l'Homme à la Nature conduit à une révision complète du comportement humain, des gestes individuels aux actions collectives et à toutes les gouvernances. Si l'imprimerie au XV^{ème} siècle, l'industrie au XIX^{ème} ont entraîné des changements de société, elles le devaient à la technologie. A leur sujet on peut parler de « révolutions » mais ces révolutions-là n'ont pas modifié le sentiment de domination de la Nature par l'Homme, au contraire elles l'ont renforcé. Il faut remonter à une étape antérieure où l'humanité nomade, en se sédentarisant, crée une rupture avec la « tradition », entrevoit la possibilité d'un rapport avec la Nature bien différent de la chasse et de la cueillette –épreuves de hasard- pour engager avec celle-ci un dialogue raisonné : naissance du jardin.

Le *premier jardin*, placé ainsi dans le cours historique du rapport Homme-Nature, fait office de *paradigme* : il écrit une vision du monde.

Le *premier jardin écologique*, s'il demeure impossible à situer dans le temps avec précision, appartient à ce tournant du millénaire où l'humanité écrit une nouvelle vision du monde –nous y sommes- et toutes les forces d'opposition ne peuvent rien à ce qui, à l'évidence, fait office de nouveau paradigme.

Entre les balbutiements agricoles du paléolithique supérieur et le XXIème siècle : à peine quelques milliers d'années. Qu'est-ce qu'au regard de centaines de millions d'années pour mener la planète au stade où nous la connaissons ? Dans le calendrier de la vie, l'Homme vient de naître avons-nous dit . Il expérimente, fait des bêtises, découvre son cerveau dont il n'utilise qu'un huitième (que fait-il des autres huitièmes ?), il crie, pleure et se plaint d'une acné passagère. A chaque crise de croissance une crise de conscience. Nous y sommes en effet.

La pensée écologiste ne montre pas seulement comment l'économie de gestion se trouve intimement liée à la survie des espèces, à la qualité des substrats, elle ne se contente pas de proposer une exploitation raisonnée de la diversité (le jardin planétaire) conditionnant notre avenir, elle dévoile *la finitude de notre territoire et c'est bien à partir de cette révélation que doit se définir l'entière du projet politique.*

La biomasse, l'eau, la surface territoriale : tout est compté, soumis au gain ou à la déperdition en de si infimes mesures que l'on peut raisonner en quantité *finie*. Deux questions urgentes :

- comment recycler nos déchets sur un territoire non extensible ?
- comment réguler la démographie sur ce même territoire ?

L'Homme Symbiotique est celui qui, idéalement, serait en mesure de restituer à l'environnement la totalité de l'énergie qu'il lui prend. A l'image de l'arbre dont les feuilles produites à partir de l'énergie solaire retournent au sol et lui servent de nourriture (l'humus). Quel humus nos civilisations pourraient-elles obtenir depuis leur industrie pour servir la vie au lieu de la mettre en péril ? Entre une litière de sous-bois et un déchet nucléaire il n'y a rien moins que la vie et la mort.

L'Homme symbiotique dont je parle ne ressemble pas exactement à celui que propose Joël de Rosnay (17) mais il utilise la même mise en réseau planétaire, la même « toile de fond ». Cependant , au lieu d'établir ses performances à partir de la seule technologie de connexion –aboutissant ainsi au Cybionte, mi-humain, mi-machine-, celui-ci établit les siennes à partir des connaissances toujours plus fines du fonctionnement de la vie sur Terre. La connaissance de la diversité biologique, son usage, sa protection au sein du mécanisme général de l'Evolution, lui permet d'envisager le projet de recyclage biologique en agissant en temps et en lieux voulus –donc avec parcimonie- sur les facteurs déclenchants de la transformation.

La symbiose s'applique à l'interdépendance absolue de deux êtres ou de deux systèmes biologiquement liés. L'humanité dépend entièrement de la diversité qu'elle exploite mais au cours de son évolution elle parvient à un terme où l'environnement lui-même –donc la diversité- devient dépendant de l'humanité. Poussé à son paroxysme d'interdépendance il suffit qu'un élément disparaisse du système pour que l'autre à son tour disparaisse. L'Homme symbiotique doit son nom à cette dépendance réversible. Pour la première fois de son histoire le peuple humain naissant découvre qu'un mauvais geste précipite ensemble le pauvre et le riche dans le même précipice. L'Homme symbiotique, sans en mesurer les conséquences, établit les bases d'une solidarité inconsciente mais bien réelle à l'échelle planétaire.

Jamais il n'a été aussi urgent d'enseigner le savoir sur une diversité que nous ne cessons d'exploiter et sur laquelle pourtant nous ignorons tout ou à peu près. Pour l'Homme

symbiotique la connaissance du vivant –plantes, animaux, substrats de vie- coïncide avec une meilleure connaissance de son propre fonctionnement, sa complexité, sa diversité culturelle. Sans cette association des connaissances, où l'un des savoirs agit sur l'autre, il ne s'agirait que d'une affaire de spécialiste garant de la science dans une cloison étanche.

L'Homme symbiotique établit ainsi une hiérarchie des valeurs à partir desquelles se décline le projet politique. Le premier Ministère du gouvernement idéal de l'Homme symbiotique est bien celui de la *Connaissance*.

Le Ministère de la Connaissance concourt à tous les niveaux d'affinement de la pensée, il agit sur toutes les couches de la société. Il permet aux plus démunis d'accéder à la compréhension des mécanismes qui, précisément, justifient la politique de l'Homme Symbiotique. L'autorégulation démographique en fait partie. S'il semble « inhumain » et violent d'imposer un enfant par famille en Chine sous Mao –injonction faite à un peuple largement sous-éduqué, voire analphabète- il devient possible de suggérer aux mêmes populations devenues conscientes de choisir leur mode de survivance.

L'Homme Symbiotique constitue une étape de la réflexion sur le paradigme écologique et ses conséquences.

Sollicité pour participer à la Biennale d'Art Contemporain de Melle, j'ai fait la proposition de six dessins exprimant par le trait certaines des idées figurant dans ce texte.

Les trois premières images traduisent un constat : la situation actuelle et son évolution. Les trois suivantes abordent l'utopie, l'image centrale est l'arbre.

Gilles Clément

La Vallée le 26 août 2009

Notes

1. P.Dussart.- Concepts et unités en écologie. In : Encyclopédie de l'écologie, Larousse, 1977.
2. J.B. Lamarck.- La philosophie zoologique. Première théorie de l'Evolution. 1802.
C. Darwin.- L'origine des espèces. Seconde théorie de l'Evolution. 1859.
3. Exposition des affiches publicitaires pour les produits et machines agricoles entre 1800 et 1950. COMPA, Conservatoire de l'agriculture. Chartres.
4. Le printemps silencieux, de Rachel Carson, paru en 1950 aux USA, fait prendre conscience pour la première fois des dégâts causés par l'exploitation industrielle de la planète
5. Le Jardin Planétaire, terme proposé pour la première fois en 1996 (Thomas et le Voyageur, esquisse du Jardin Planétaire, Albin Michel) fait l'objet d'une exposition à

- la Grande Halle de la Villette (1999-2000). La planète, regardée sous l'angle de l'écologie, répond à la définition même du jardin (de Garten : enclos) où la vie se trouve limitée aux limites du territoire biotique : la biosphère.
6. Selon l'économiste américain J. Stiglitz, pour imaginer un développement infini dans un monde fini, il faut soit être fou soit il faut être économiste.
 7. Le 4 juillet 2008 sur France Inter (Matinale), J.L.Borloo déclare que le droit à polluer va être officiellement coté en Bourse. Il ajoute –c'était avant la crise- « et vous verrez, ça va marcher ! ».
 8. Comité Invisible.- L'insurrection qui vient.- La Fabrique éditions, Paris, 2007. Texte attribué sans preuve à Julien Coupat accusé, également sans preuves, d'attentat sur une ligne TGV. Affaire dite de Tarnac.
 9. La volonté de protéger des paysages jugés remarquables pour leur esthétique conduit, par exemple, à classer Saint-Emilion au Patrimoine de l'Humanité. Les vignobles en général sont considérés comme les paysages les plus dégradés sur le plan environnemental. Ainsi les textes de loi en viennent-ils à protéger ce qu'ils condamnent par ailleurs. (Convention européenne du Paysage)
 10. Gérard Dessons.- Enseigner ce qu'on cherche.- Cassandre/Hors Champ 77, avril-mai-juin 2009
 11. AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne
 12. Alain Lipietz.- L'urgence écologiste.- Ed. Textuel, 2009.
 13. L'insurrection qui vient, ouvrage cité.
 14. Hervé Kempf.- Comment les riches détruisent la planète.-Le Seuil 2007
 15. Bernard Lietaer.- Mutation mondiale, crise et innovation monétaire.- L'Aube , 2008.
 16. Vivre la gratuité in « Le Sarkophage », entretien entre Paul Ariès et Jean-Louis Sagot Duvaurox, n°13, juillet 2009.
 17. Joël de Rosnay.- L'homme symbiotique .- Points (poche) 2000 .

"L'alternative ambiante"

Copyright © 2009, Gilles Clément

Copyleft : cette oeuvre est libre, vous pouvez la redistribuer et/ou la modifier selon les termes de la Licence Art Libre que vous trouverez sur le site <http://arlibre.org>